



Chaque année, la [conférence de Riga](#) est l'occasion de réunir la fine fleur de l'élite euro-atlantiste, dans une ambiance décidément pro-américaine et passablement anti-russe, comme il se doit dans un pays de la Baltique. L'intérêt, pour les participants (et autres fidèles), est de pouvoir admirer les multiples déclinaisons virtuoses du même raisonnement, dans la perspective de « créer un environnement favorable au maintien et l'accroissement de la prospérité transatlantique à travers les valeurs que l'on partage », car c'est « la bonne voie vers le renforcement des capacités de défense ». L'intérêt, pour nous, est de prendre le pouls des réflexions semi-officielles, détecter les prochaines priorités OTAN/UE, et répertorier les éléments de langage que l'on ne va pas tarder à retrouver à longueur de discours et de communiqués.

L'an dernier, les interventions s'articulaient autour du traumatisme provoqué par l'annonce du « pivot » américain vers l'Asie. Cette année, ministres, experts et compagnie se sont livrés à un véritable panégyrique de l'occidentalisme. Le message est clair : nous sommes d'abord et surtout membres de la famille occidentale, menacés de toutes parts, condamnés au déclin, à moins de rassembler nos forces sous la direction bienveillante de l'Amérique, chef de famille naturel. Nous, les Européens, nous n'avons plus qu'une chose à faire : nous rendre utiles pour elle.

Le ton a été donné par le ministre britannique de la défense qui tenait à préciser, pour ceux qui l'aurait ignoré, qu'aux yeux du Royaume-Uni la sécurité en Europe est l'affaire de l'OTAN, l'UE devrait, quant à elle, s'occuper du seul marché unique. « Que l'UE doublonne, voire affaiblisse le fonctionnement et les structures remarquablement réussis de l'OTAN, cela n'a pas de sens ». Pour ce qui est de cette remarquable réussite, le ministre n'a pas de mots assez élogieux pour énumérer le bilan récent, paraît-il superbe, de l'Alliance. Curieux de constater que la leçon qu'en ont pourtant tirée les stratèges de l'OTAN, notamment à la suite d'Afghanistan, c'est un « plus jamais ça » retentissant.

Peu importe. Pour le ministre Hammond, il faut avant tout une démarcation nette entre ce qui relève de l'UE (civil) et ce qui est le domaine d'excellence de l'OTAN (militaire). Grâce notamment à une interprétation particulière de la très encensée [approche globale](#) de l'Union européenne. Celle qui consiste à pousser à une civilianisation de plus en plus ouvertement assumée de la PSDC (politique de sécurité et de défense de l'UE), au risque de la démilitariser. Et ce au profit de l'OTAN, enceinte soi-disant naturelle (et qui redeviendrait ainsi unique) pour s'occuper de la défense sur notre continent.

En effet, les manœuvres diverses pour utiliser l'approche globale en vue d'enterrer, dans les faits, une division des tâches, ne sont qu'un élément parmi d'autres dans la réorientation en marche. Conçue à l'origine pour nous libérer du carcan de l'OTAN et établir l'UE comme le nouveau cadre pour nos efforts de défense, la PSDC semble rebrousser chemin ces derniers temps. Qu'il s'agisse du non-usage des outils créés (tel les groupements tactiques) pour les missions au rabais que le consensus entre Etats membres permet d'envisager ; ou des occasions manquées lors des conflits qui paraissaient pourtant taillés sur mesure au vu de l'ambition affichée (comme au Liban, puis en Lybie) ; ou encore des règles de financement qui

pénalisent ceux qui seraient prêts à s'y lancer ; ou de la lacune criante d'un centre de planification et de conduite permanent (le fameux Quartier général européen qui se fait attendre depuis bientôt 15 ans) ; ou de la planification des capacités de plus en plus alignée sur la DPQ (Defense Planning Questionnaire) de l'Alliance atlantique, relais fidèle des concepts et des doctrines d'emploi des Etats-Unis ; ou encore de l'effacement progressif des distinctions institutionnelles (même la France a fini par adopter une « double casquette » pour son dorénavant unique représentant aux comités militaires respectifs de l'UE et de l'Alliance, sans parler de la présence devenue rituelle du Secrétaire général de l'OTAN aux réunions des ministres UE de la défense); la tendance est partout la même. Celle de la ré-atlantisation de la défense européenne.

Elle se traduirait, in fine, par la fusion, de plus en plus souvent préconisée, entre la PSDC et l'OTAN (à supposer que l'on puisse parler de fusion entre, d'un côté, les 350 militaires de l'Etat-major de l'UE et, de l'autre, les 21 000 permanents en poste dans les structures intégrées de l'Alliance). Sur le plan théorique, c'est l'occidentalisme qui lui servirait de fondement. Un courant de pensée qui monte en puissance et qui, en banalisant les différences entre l'Europe et l'Amérique, pousse dans le sens de leur rapprochement jusqu'à former un unipôle transatlantique, sous la domination du meneur du jeu, c'est-à-dire les Etats-Unis.

Cette vision devient de plus en plus répandue, même parmi ceux qui étaient jadis sceptiques, pour ne pas dire hostiles. Dans un [récent entretien](#) Hubert Védrine qui, dans son [rapport de 2007](#) pour le président Sarkozy, avait mis en garde contre la tentation atlantiste/occidentaliste, parle lui-même de nous les « Occidentaux » à pas moins de six reprises. L'Américain Charles Kupchan, qui voyait s'ouvrir en 2006 [« une nouvelle ère dans les relations transatlantiques »](#), à partir du constat que « *les intérêts américains et européens ont divergé, la coopération institutionnalisée ne peut plus être tenue pour acquise, et l'identité occidentale s'est affaiblie* », donne aujourd'hui « L'Occident et la montée du reste » comme titre à [son dernier livre](#).

A Riga, on se réjouit bien sûr de ce changement de perspective, et on ne manque pas d'en tirer les conséquences. Déjà l'an dernier, le ministre letton de la défense voyait dans les relations UE-OTAN un « désagrément », qu'il conviendrait de résoudre par le haut, c'est-à-dire en les fusionnant. Cette année, [la séance](#) consacrée aux questions de la sécurité européenne se proposait de répondre à la question de savoir si l'OTAN peut devenir un remède au fractionnement imminent de l'Europe. Et Craig Kennedy, président de German Marshall Fund of the United States, ne s'est pas privé du plaisir de noter, en guise d'introduction, que l'interrogation portait en sens inverse il y a sept ans. Apparemment, l'Europe n'a plus la cote, l'avenir est à l'Alliance.

Outre cette [séance plénière](#) consacrée à l'OTAN comme potentiel sauveur de l'Union européenne, quelques [conversations « à la pause-café »](#) offrent également de petits bijoux révélateurs de cette même grille d'analyse. Comme celle consacrée au TTIP (accord de libre-échange transatlantique), avec la « senior » représentante commerciale de l'US à Bruxelles comme invitée illustre. Cette dernière pousse un gros soupir d'exaspération face à la question sur la finalité économique et/ou géopolitique des négociations en cours. Toujours est-il qu'après avoir affirmé qu'il s'agit, avant tout autre chose, d'une nouvelle étape dans nos

relations économiques, elle admet que « à Bruxelles, beaucoup y voit aussi une réaffirmation, une solidification des relations US-UE », et que son succès enverrait le signal d'un engagement politique supplémentaire.

Surtout, s'agissant d'un accord commercial supposé donner une impulsion nouvelle à la croissance (0.4% au PIB de l'UE dit-on, contre 1% du côté US), l'aveu selon lequel « nous ne nous focalisons pas sur des chiffres concrets » fait étrange effet. Son interlocuteur espagnol est d'ailleurs plus direct, il parle carrément de « réarranger l'Occident pour le 21ème siècle ». En même temps que d'y voir le recours au « fédérateur externe » pour compléter le marché unique (en tant qu'étape intermédiaire vers le marché unique transatlantique). Tout le programme y est.

La séquence portant sur l'avenir de la politique étrangère européenne vaut son pesant d'or rien que pour sa dernière minute. On y parle des relations transatlantiques, et Jan Techau (auteur par ailleurs d'un inoubliable article il y a deux ans, prônant de « laisser tomber la défense européenne » pour la remplacer par l'OTAN) n'y va pas de main morte. Il fait l'éloge des 90% de merveilles transatlantiques qui ne font jamais la une des journaux, dans l'espoir de minimiser ainsi le 10% restant qui sont, on l'aura deviné, « le truc géopolitique ». Dans ce domaine, il place d'emblée l'Europe en position d'infériorité, en posant la question, essentielle d'après lui, de savoir si les Européens seraient capables de grandir suffisamment pour devenir un jour des partenaires des Etats-Unis.

Cerise sur le gâteau, la réponse dépend, selon Techau (et tant d'autres) sur notre capacité à admettre que « les Américains et nous, nous sommes là tous ensemble. Nous devons nous rassembler, parce que nous sommes l'Occident ». Autrement dit, plus les Européens se conçoivent comme incorporés à l'Amérique, plus ils seraient « à la hauteur » comme partenaires de celle-ci. Plutôt farfelu comme logique. Mais parfaitement en phase avec les pistes de réflexions et d'action visant à l'otanisation de la défense européenne, à la [transatlantisation de nos industries](#), et au biais de plus en plus occidentaliste de notre vision stratégique.

Hajnalka VINCZE